

vie publique ou de leur activité intellectuelle. Sans doute; sans doute; c'est clair et même trop clair, car M. Lamy aurait pu essayer de redevenir député en se représentant, soit dans sa circonscription d'origine (le Jura); soit, comme cela est arrivé à beaucoup de victimes du suffrage universel, en cherchant un siège dans un autre département. Or, après une douzaine d'années, M. Lamy fit, dans le Jura, une tentative qui ne pouvait guère aboutir et qu'il semblait risquer surtout par acquit de conscience. Car il était animé de l'esprit de droiture et de devoir et il avait le courage que donne une conviction profonde. Après l'échec (le deuxième) c'en fut fini de la carrière politique pour l'homme éminent qui paraissait surtout destiné à celle-là.

Faut-il accuser M. Lamy de versatilité ou de défaillance ou de quelque autre petitesse analogue? Non, non; pas du tout. S'il ne s'était agi que de cela, je l'aurais noté, sans entreprendre une analyse que probablement nos lecteurs trouvent plus ou moins superflue.

Elle ne l'est pas; et ils vont le voir.

Ce que l'on peut appeler "le cas" de M. Lamy est tout autre chose que le cas d'une personnalité même très brillante et très importante; et même plus encore que la crise d'un parti. Dans l'épreuve imposée à M. Lamy, il y avait, (et il y a toujours) un exemple j'allais dire une synthèse de la crise profonde de laquelle, depuis bientôt un demi-siècle, la France toute entière est la proie.

Agé de vingt-cinq ans en 1871, c'est-à-dire ayant juste l'âge nécessaire pour siéger à la Chambre, M. Lamy était dès lors ce qu'il devait être toujours: républicain et catholique. Tout de suite il se donna pour ce qu'il était. Il marcha avec le parti qui voulait établir définitivement la république et il vota toutes les mesures dirigées contre les groupes monarchiques. Dans la fameuse lutte dite du Seize Mai (mai et octobre 1877) il fut soutenu par le parti républicain rassemblé en une seule masse.

Voilà donc la République fondée. Mais il y a République et République, ou politique et politique. La République et la politique de M. Lamy n'étaient pas celles du parti qui venait de diriger la lutte et d'y triompher. Loin d'être catholique ou d'avoir, faute d'aucune sympathie, au moins un certain respect pour le catholicisme, les Gambetta, les Jules Ferry, les Paul Bert, etc., étaient profondément et passionnément anti-chrétiens. La lutte contre les influences et surtout contre les croyances religieuses formait un des articles essentiels de leur programme politique, ou plutôt l'article essentiel; car ces républicains-là auraient parfaitement renoncé à la forme gouvernementale qui leur était si chère, s'il leur avait fallu choisir entre elle et "l'œuvre d'irreligion" qu'ils ambitionnaient d'accomplir. Je n'hésite pas à employer les mots "œuvre d'irreligion", car ils sont très exacts. Ce sont ceux mêmes dont, devant la Chambre, vingt-cinq ans plus

tard (8 Novembre 1906), se servait fièrement le nouveau ministre du travail M. Viviani. Dès 1876, et même bien auparavant, était composé le programme qui comportait l'expulsion des congréganistes enseignant dans les écoles publiques; la fermeture des écoles libres dirigées par des congréganistes; la dispersion des congrégations; la destruction progressive du Concordat; l'établissement d'une complète législation destinée à réaliser l'athéisme administratif, gouvernemental et social. En 1879, commença cette guerre irreligieuse. On s'attaquait d'abord aux Jésuites.

Dans cette circonstance mémorable, comme aussi ensuite, M. Lamy eut la plus belle attitude. Quelques lignes d'un très remarquable article que vient de lui consacrer dans le *Correspondant* M. Edouard Trogan, son successeur à ce poste, résument ce qu'il faut dire des éloquentes, des héroïques discours prononcés alors par Etienne Lamy: "Ce jour-là, sans abandonner ses préférences pour la République, le député du Jura se sépara des républicains, ou du moins de la grande majorité d'entre eux. Gambetta ne le lui pardonna jamais. Il lui avait toujours réservé, *in petto*, un portefeuille dans le ministère le jour où il se déciderait à en former un; et il notifiait ainsi son *exclusive* au jeune indépendant:—Vous venez de brûler vos vaisseaux!—Le tribun s'exprimait mal: M. Lamy venait seulement de se refuser à ramer sur une galère anti-cléricale, alors que pour lui République voulait toujours dire liberté.

En prononçant ces admirables, ces magnifiques discours, M. Lamy avait consciemment et résolument sacrifié sa situation et son avenir politique. Il avait fait plus et mieux: il avait dévoilé le véritable caractère, le véritable esprit du programme qui allait occuper et agiter la France durant une quarantaine d'années. Il avait démontré que la lutte si grave qui s'engageait était, sous un prétexte politique, une grande entreprise d'irreligion.

Bien entendu, on ne voulut pas le croire; mais il comptait qu'on lui rendrait justice plus tard; et c'est ce qui est arrivé; et c'est ce qui est aujourd'hui manifeste. Beaucoup de républicains reconnaissent que la politique qu'il défendait était la seule équitable, la seule digne de la France.

Tout de suite, M. Lamy prit allègrement son parti d'un ostracisme qui, il le savait, ne devait point désarmer. Les assemblées parlementaires lui étant interdites par l'implacable rancune de ses anciens amis politiques (ses ennemis désormais, et pour toujours) il mit au service des deux causes qu'il aimait le plus:—la Religion et la France—la carrière littéraire que lui réservait son beau talent d'écrivain.

D'ailleurs, la littérature était bien son troisième amour. Des premières pages aux dernières, ce qu'il a écrit porte la marque d'une véritable passion pour l'élégance, pour la noblesse et pour la finesse du style. Parmi ces volumes intitulées *Etudes sur le second Empire*,—*La France du Levant*,—*La France de Demain*.